

Mise à jour des écologies politiques pour une politique de l'anthropocène

DENIS CHARTIER ET JEAN-PAUL DELÉAGE

Crise, blocages et raisons d'agir

La crise est là, systémique. On la croit parfois seulement financière, économique, sociale ou écologique, mais elle est totale et globale. L'Université, le monde de l'éducation et de la santé, les hôpitaux sont touchés. Les mondes agricoles, les villes, nos lieux d'habitation le sont aussi. Les causes de cette crise ? Un modèle économique et social en faillite et des bouleversements majeurs de notre condition d'être humain, d'être au monde. En doublant au cours du siècle dernier, notre espérance de vie a changé notre rapport au corps et à la nature. Sous l'impulsion d'une croissance démographique accélérée et en déployant une puissance des techniques sans précédent historique, l'humanité s'est donné les outils pour muter en phénomène géobiologique. Est-il vraiment nécessaire de poursuivre ? Faut-il en rajouter tant les bouleversements qui nous touchent ont été abondamment décrits, analysés, voire théoriquement résolus ? Faut-il continuer à répéter ce que tout le monde sait désormais alors que rien ne bouge, le cap politique restant le même, droit sur les récifs ?

Ni les conférences internationales, ni les manifestations altermondialistes, ni les sempiternels discours du « sommet de la dernière chance pour la Terre et l'humanité » ne réussissent à modifier le cap. Pourquoi ? Que peut-on y faire ? Existe-t-il un moyen d'adapter nos institutions, nos modèles politiques et économiques aux mutations en cours ? Peut-on inventer et construire une nouvelle vie politique, économique ou sociale ? Peut-on inventer de nouvelles relations au monde vivant et entre nous, un après-capitalisme ? Finalement, peut-on trancher le nœud gordien ? Peut-on sortir de cet état d'immobilisme, d'incapacité à prendre la mesure et les mesures, collectivement et individuellement, pour faire face aux dangers présents ?

C'est à ces questions que ce dossier s'efforce de répondre. Les penseurs de l'écologie politique ayant été parmi les premiers à dénoncer, comprendre et chercher des alternatives à la crise écologique et systé-

mique qui touche le monde, nous avons la conviction que de cette pensée hétérogène et diverse émergent les solutions, trop souvent moquées. C'est pourquoi ce numéro initie une série consacrée à un panorama contemporain des différents domaines de ce qu'on peut appeler les écologies politiques, en portant une attention particulière aux spécificités locales, nationales, régionales ou continentales. Notre projet consiste à contribuer au rapprochement et au dialogue de ces différentes écologies politiques dans le but de déchiffrer, à travers ces échanges, les lignes de force et les perspectives futures d'une véritable politique de l'anthropocène. Ce projet éditorial qui se déroulera sur deux ans s'ouvre, avec ce numéro, par des contributions françaises.

Écologies politiques et communautés linguistiques

Nous pouvons nous interroger sur la pertinence d'un regroupement des auteurs par continent, par origine culturelle ou communauté linguistique. Pourquoi s'intéresser par exemple et spécifiquement aux contributions d'origine française ? Pas par chauvinisme, mais parce qu'il existe bel et bien une altérité des écologies politiques *made in France*, comme il peut en exister pour celles provenant du monde anglo-saxon. Comme l'exprime Kerry Whiteside dans son ouvrage *Divided natures*^[1], les théoriciens de l'écologie politique de langue anglaise se lisent, se critiquent, se rencontrent dans des conférences et échanges leurs positions académiques. Il suffit d'analyser les bibliographies de ces différents auteurs pour constater à quel point les travaux des Anglais, des Américains du nord ou des Australiens se croisent et dialoguent les uns avec les autres. L'observation de cette bibliographie permet aussi de constater qu'à l'exception de quelques-uns d'entre eux, les théoriciens français sont rarement référencés, sont absents des débats^[2]. Dans l'autre sens, cette constatation vaut aussi pour les travaux en langue française. À l'exception de quelques livres traitant abondamment de cette littérature anglo-saxonne, comme celui de Raphaël et Catherine Larrère, *Du bon usage de la nature*^[3], et de quelques traductions qui ont pu donner lieu à des discussions, en particulier au sein de la revue *Écologie & Politique*^[4], ces travaux n'ont eu en général qu'une faible résonance sur les écrits des théoriciens français. Ce quasi désert d'échange, qui se peuple tout de même depuis quelques années, a induit ce que Kerry Whiteside appelle un *champ rhétorique* spécifique. La facilité avec laquelle certains penseurs dialoguent les uns avec les autres implique en effet certains types d'argumentaires, une termi-

[1] K. H. Whiteside, *Divided natures. French contributions to political ecology*, The MIT Press, Cambridge, 2002.

[2] Mais cela est aussi valable pour les théoriciens italiens, allemands, espagnols, etc.

[3] C. et R. Larrère, *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*, Aubier, Paris, 1997.

[4] La revue a en effet réalisé depuis 1992 un gros travail de traduction et de discussion d'auteurs étrangers. Parmi eux, citons Barry Commoner, John Baird Callicott, Donald Worster, Richard Grove, Günther Anders, George P. Marsh, William Cronon, Paul J. Crutzen, Anil Agarwal, Isabel Do Carmo, Eduardo Galeano, Joan Martinez Alier, Frieder Otto Wolf, etc.

nologie spécifique, un choix particulier des problèmes exemplaires et des partialités inintentionnées. Ainsi, les théoriciens français prennent pour acquis le rôle que doit jouer (ou pas) l'État-nation alors que cette question peut ailleurs être controversée. Dans un même ordre d'idées, ces théoriciens ont une conception très spécifique de la *wilderness* (la nature sauvage) ou de la pollution^[5]. Par conséquent, dans le pays de Descartes, la question essentielle pour les Anglo-Saxons de l'anthropocentrisme ou de l'écocentrisme est moins présente dans les débats. Elle n'est en tout cas pas centrale pour comprendre la variété des écologies politiques françaises^[6]. Selon Whiteside, l'absence de cette question aurait même permis d'ouvrir un champ discursif permettant de développer ce qui fait une spécificité française, un attachement plus fort à une problématisation réciproque de la nature et de l'humanité qu'à l'affinage de leur distinction. En d'autres termes, un des objectifs communs aux théoriciens français serait de savoir comment les conceptions de la nature et de l'identité humaine s'entrelacent, ce qui les conduirait, au-delà de leurs différences, à concevoir l'écologie politique comme une forme d'humanisme renouvelé, un humanisme écologique^[7]. C'est cette existence d'une communauté linguistique et culturelle en matière d'écologie politique qui a justifié de réaliser un diaporama actualisé et de mettre en dialogue ces différentes écologies politiques^[8].

Diversité des écologies politiques, diversité des alternatives...

Si nous n'avons bien entendu pas réuni l'ensemble des auteurs qui comptent, tant la production scientifique en matière d'écologie politique est abondante en France depuis une cinquantaine d'années, ce dossier fait la part belle à la plupart des auteurs et des courants de pensées importants en présentant quelques-uns des axes forts de ces théories.

Au-delà des réflexions essentielles ayant trait à ce qu'est l'écologie politique et du constat généralisé de l'ampleur de la crise, la plupart des auteurs appellent et réfléchissent aux moyens nécessaires pour sortir de l'immobilisme et contre les stratégies actives de pérennisation de systèmes qui ont montré leurs limites. Aucun des auteurs n'élude la question : comment l'écologie politique peut-elle répondre aux défis posés par la synergie, inédite dans l'histoire, de la remise en cause des fondamentaux du vivant et de la crise systémique, économique et sociale, de la société productiviste industrielle ? Si le premier constat est celui de l'entrée dans une nouvelle ère géohistorique, l'anthropocène, c'est à

[5] K. Whiteside, *op. cit.*, p. 5.

[6] Sauf peut-être pour Luc Ferry qui a tenté d'analyser les écologistes français à la lumière de l'écologisme anglo-saxon, tentative pour le moins maladroite et discutable que la revue *Écologie & Politique* a abondamment traité (B. Latour, « Arrachement ou attachement à la nature », *Écologie Politique*, n° 5, 1993, p. 15-26, J.-P. Deléage, « L'écologie, humanisme de notre temps, *Écologie Politique*, n° 5, 1993, p. 1-14, M. Saint-Upéry, « L'anti-écologisme stérile de Luc Ferry ? », *Écologie Politique*, n° 2, 1992, p. 141-147).

[7] K. Whiteside, *op. cit.*, p. 5.

[8] Ce panorama et cette mise en dialogue sont d'autant plus nécessaires que, si certaines traditions, anglo-saxonnes, allemandes ou françaises, sont relativement bien définies, d'autres ne le sont pas encore et méritent de l'être.

la hauteur des enjeux qu'implique la reconnaissance de ce changement d'ère que doit désormais se situer toute pensée de l'écologie politique, ainsi que le précise Jean-Paul Deléage dans ce dossier. Cette société que Mathias Lefèvre persiste à qualifier d'industrielle est instituée à partir de l'improbable imaginaire d'une « *expansion illimitée de la maîtrise rationnelle de la nature et des êtres humains* », d'où l'importance de la visée d'autonomie afin d'en briser la clôture pour se libérer de solutions ne visant qu'à pérenniser des institutions et un système d'interprétation qui entravent la construction de véritables alternatives. D'où aussi la diversité des écologies analysée par Jean Zin qui insiste pour sa part sur la nécessité d'une écologie politique responsable et tournée vers l'avenir, « *afin de continuer l'aventure humaine et l'histoire de l'émancipation* ».

La question posée par les « décroissants » est une question centrale et il doit bien s'agir d'une décroissance choisie plutôt que d'une décroissance subie imposée à des dizaines de millions d'êtres humains par la crise en cours du capitalisme mondialisé, comme le souligne le vigoureux plaidoyer de Serge Latouche. Ce théoricien de l'objection de croissance rappelle la formalisation de la rupture par un cercle vertueux de la sobriété choisie en huit « R » : « *Réévaluer, Reconceptualiser, Restructurer, Réduire, Relocaliser, Redistribuer, Réutiliser, Recycler* ». Avec ces objectifs interdépendants, « *construction intellectuelle d'un fonctionnement idéal* » retenue parce qu'elle paraît susceptible « *d'encclencher une dynamique de décroissance sereine, conviviale et soutenable* », l'auteur expose un plan massif de reconversions pour « *tenter de construire un autre monde, une nouvelle civilisation* ».

Avec son apologue des mille personnes, Denis Duclos analyse quant à lui le chaînage de propositions suivant : toute augmentation de productivité déséquilibre une société stable ; une augmentation forte de la productivité rend contestable la valeur de l'activité humaine ; les producteurs voient alors se dévaloriser leur statut social au profit de celui des improductifs ; plus l'activité des improductifs l'emporte, plus grandit la contestation réciproque des activités ; la promotion de l'État, du Marché et de la Technogestion est le résultat automatique de l'hégémonie des actifs improductifs. Cette suite conduit Denis Duclos à l'hypothèse d'une certaine partition des gigantesques populations du temps présent « *dont on peut d'ailleurs se demander si le concept de "société" s'applique encore à elles ?* »

Pour Bruno Latour, si l'écologie doit procéder à une redistribution du discutable et de l'indiscutable, le problème est de savoir « *comment basculer de la question philosophique des politiques de la nature à l'instrumentation permettant d'équiper les citoyens dans les situations*

de débat concernant les objets ci-devant naturels ? » Il faut selon lui inventer une rhétorique et des outils ajustés à un monde où il n'y aurait plus de séparations entre scientifiques et politiques. Sans cela, la politique est condamnée à échouer dans ses tentatives d'extériorisation des questions réputées naturelles, et la science dans sa volonté d'expulsion des questions de la politique.

Finalement, selon Bruno Villalba, l'écologie politique est sommée de réévaluer son projet, car ni l'urgence écologique ni l'urgence sociale ne sont plus à démontrer. L'écologie doit produire une proposition adaptée à cette difficulté de concilier temporalités politiques et écologiques et le cumul des urgences nous met face à la réalité d'une contraction du délai démocratique. La notion de délai, loin de constituer un renoncement, *« propose au contraire une méthode pour débrider l'imagination politique »*, en réconciliant la nécessité de prendre sur le court terme des décisions majeures pour le long terme. C'est bien en cela que *« l'écologie politique doit avant tout demeurer une pensée politique des conséquences »*.

... mais pour quel engagement des intellectuels ?

Reste à savoir qui voudra bien ou pourra se charger de l'expérimentation ou de la mise en application des solutions évoquées. On peut tourner son regard du côté des mouvements résilients, on peut aussi l'orienter vers les tentatives originales de renouveau du politique qui semblent émerger de mouvements tels qu'Europe Écologie. Mais, sans présager du futur, une chose est certaine, les intellectuels au sens large (nous entendons par là les artistes, les écrivains, les savants qui s'engagent dans une action politique) doivent agir et *« opposer les productions de réseaux critiques, rassemblant des “intellectuels spécifiques” (au sens de Foucault) dans un véritable intellectuel collectif capable de définir lui-même les objets et les fins de sa réflexion et de son action, bref, autonome^[9] »*. Pierre Bourdieu pensait ces réseaux critiques en miroir du rôle joué par les *think tanks* dans la production et l'imposition de l'idéologie néolibérale aujourd'hui dominante. L'intellectuel devait et doit pour lui *« remplir [...] des fonctions négatives, critiques, en travaillant à produire et à disséminer des instruments de défense contre la domination symbolique qui s'arme aujourd'hui, le plus souvent, de l'autorité de la science ; fort de la compétence et de l'autorité du collectif réuni, il peut soumettre le discours dominant à une critique logique qui s'en prend notamment au lexique (“mon-*

[9] P. Bourdieu, *Contre-feux 2, Raisons d'agir*, Paris, 2001, p. 35-36.

dialisation”, “flexibilité”, etc.), mais aussi à l’argumentation, et en particulier à l’usage des métaphores ; il peut aussi le soumettre à une critique sociologique, qui prolonge la première, en mettant au jour les déterminants qui pèsent sur les producteurs du discours dominant (à commencer par les journalistes, économiques notamment) et sur leurs produits ; il peut enfin opposer une critique proprement scientifique à l’autorité à prétention scientifique des experts, surtout économiques^[10]». Plus largement, et toujours selon les mots de Bourdieu, «il peut organiser ou orchestrer la recherche collective de nouvelles formes d’action politique, de nouvelles façons de mobiliser et de faire travailler ensemble les gens mobilisés, de nouvelles façons d’élaborer des projets et de les réaliser en commun^[11]». Il peut finalement contribuer à créer les conditions sociales d’une production collective d’utopies réalistes. Telle est notre ambition avec ce premier dossier en contribuant à ce que nous voulons être, au-delà du travail scientifique, un travail collectif d’invention politique de l’anthropocène.

[10] *Ibid.*, p. 36.

[11] *Ibid.*